

Les réfugiés au Cameroun. Regard sociologique sur une crise d'intégration sociale

Par Birwe Habmo

Résumé

L'analyse que je propose ici est née des travaux de terrain effectués au Cameroun parmi des réfugiés victimes des discriminations, des stigmatisations voire des persécutions. Installés respectivement à l'Est et au Nord du Cameroun, les réfugiés centrafricains et tchadiens vivent une insertion sociale conflictuelle. Cet article examine sans fard et sous un angle sociologique les réalités d'une situation qui demain sera explosive. Aucune politique d'intégration sociale, aucune stratégie d'insertion sociale durable des réfugiés réussira aussi longtemps que persisteront les mécanismes d'exclusion orchestrés par les populations autochtones. Ce modeste travail qui se veut une ébauche des réflexions pour aider à anticiper les conséquences sociales et politiques des déplacements humains, tente de cerner les aspects sociaux d'une crise de cohabitation entre réfugiés et populations autochtones au Cameroun.

Mots-clés : Cameroun, Réfugiés, Populations autochtones, Intégration sociale, Discriminations, Regard sociologique.

Abstract

Refugees in Cameroon. Sociological analysis of a social integration crisis.

This research analysis is genuinely inspired from a thorough field study carried out on the Cameroonian soil among the refugees who are victims of gross discriminations, stigmatization and even persecution. Settled mostly in North and East Regions of Cameroon, central Africans and Chadians refugees are undergoing a social conflictual insertion. This research work examines from a sociological perspective the realities of a time-bomb situation which will become explosive someday. No political will of integration, no strategy of sustainable social insertion of these refugees will be long lasting to resist social exclusion mechanism orchestrated by the autochthon populations. This modest research piece of work is a reflexion on the social and political consequences of human displacements; it tries to apprehend the social aspects of a cohabitational crisis between the refugees and autochthon populations in Cameroon.

Key Words: *Cameroon, Refugees, indigenous populations, Social integration, Discriminations, Sociological analysis.*

Introduction

L'Afrique subsaharienne est aujourd'hui le théâtre des conflits interethniques, des troubles et conflits civils, des catastrophes et calamités naturelles. Ce contexte caractérisé par une insécurité croissante des populations provoque des drames atroces dont l'une des manifestations humaines est le phénomène des réfugiés et des personnes déplacées. Le Cameroun, pays relativement stable est désormais le réservoir d'un nombre important des réfugiés. Environ cent milles (100 000)^[1] réfugiés issus principalement du Tchad et de la République centrafricaine résident au Cameroun. Si le gouvernement camerounais et les organismes internationaux parmi lesquels le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés(HCRUN) et la Croix-Rouge camerounaise(CRC) se sont mobilisés fortement pour garantir leur sécurité physique, résidentielle et alimentaire, une préoccupation cruciale reste pourtant affichée : la question de leur intégration socioculturelle. En effet, une observation sociologique sérieuse du quotidien de ces allogènes donne à voir des stigmatisations, des discriminations voire des persécutions perpétrées par les populations autochtones. Dans l'analyse de cet échec d'intégration sociale, journalistes, historiens et politologues se sont succédé pour essayer de comprendre en profondeur la faillite de la politique d'intégration sociale instaurée par le gouvernement et les organismes internationaux. Mais, tous avec des outils d'analyse plus ou moins appropriés ont publiés des réflexions et fait des suggestions évacuant les aspects fondamentalement anthropologiques et sociologiques de cette crise de coexistence.

La réflexion que je propose ici examine sous un angle purement sociologique l'insertion sociale conflictuelle des réfugiés au Cameroun. Il s'agit donc d'une interrogation portant sur la complexité et l'ambivalence des rapports sociaux entre réfugiés et autochtones partant de leurs représentations, coutumes et pratiques sociales. Pour se faire, notre étude sera organisée en deux parties majeures. La première analysera d'une part le rejet social donc sont victimes les réfugiés tchadiens installés au Nord du Cameroun et d'autre part elle tentera de comprendre l'exclusion sociale que vive les centrafricains réfugiés à l'Est du Cameroun. La deuxième partie présentera un ensemble de stratégies sociales pouvant aidé à la fois à anticiper les conséquences politiques et socioculturelles de l'arrivée des réfugiés dans une société et contribuer aussi à la gestion des conflits opposant réfugiés et populations autochtones.

1. Réfugiés et populations autochtones au Cameroun : l'échec du vivre-ensemble

Le Cameroun « Afrique en miniature » est un asile privilégié pour les réfugiés départ sa position géographique, sa relative stabilité sociopolitique, son environnement économique et l'importance des organisations internationales y travaillant. Dans le cadre de cette réflexion nous considérons comme réfugié :

« Toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité » (Convention de Genève relative au statut des réfugiés, 1951)

Pour les réfugiés, tous partis précipitamment pour fuir une menace réelle, l'arrivée au Cameroun est non seulement un dépaysement mais aussi une rupture. Partis dans l'espoir d'un retour que seul le temps qui s'écoule estompe progressivement, ces individus sont troublés par la rupture généralement définitive qui accompagne l'exil (Vasquez, 1983, 76). Leur installation au

Cameroun a eu pour conséquence immédiate et apparente la création d'une situation de crise comportementale. Elle tire sa source du sentiment permanent d'insécurité que vivent ces derniers. Les tchadiens et centrafricains réfugiés au Cameroun font désormais face à l'antonymie. En effet, pour ces individus venir s'installer ailleurs c'est « mourir un peu » car ils s'estiment couper des connexions et des repères sociaux. L'éloignement des cadres de vie auquel il était familiarisé, la rupture matérielle avec le voisinage ou des parentés qui formaient le soutien familial, tout cela s'accompagne souvent des troubles plus ou moins graves. Sans pouvoir entrer dans la multitude des situations propres à chaque réfugié, nous pouvons tout au moins faire une généralisation. Il y a une constante dans les effets des premiers contacts liés à leur arrivée : le traumatisme de départ, plus ou moins ressentie par les réfugiés qui laissent derrière eux familles, liens et tombes[2]. La contradiction est d'autant plus douloureuse quand, être obligé de partir pour un ailleurs impose aux individus une modification sans délai de leurs modes de vie.

L'arrivée des réfugiés en terre camerounaise a produit des « effets pervers[3] » dont les conséquences ont été énormes sur la cohésion sociale. Les différences culturelles et linguistiques, les différences liées à la religion et à la nationalité ont entraîné des conflits culturels opposant les réfugiés aux populations autochtones. Le « lien social » (Farrugia, 1999, 23) qui constitue le socle sur lequel doit reposer l'harmonie dans toute société humaine s'est brisé peu à peu pour céder la place aux contradictions, aux confrontations sociales de taille. Une telle coexistence a fait émerger une sociabilité de conflit qui véhicule un certain type « d'épuration ethnique » dont les points d'ancrage sont : la crise d'intégration sociale, la perte de son identité culturelle... Les populations camerounaises n'ayant pas encore véritablement vécus une crise sociopolitique contraignant au refuge considèrent pour la plupart les réfugiés comme des envahisseurs. C'est ce qui explique leurs manques d'hospitalité et de convivialité à l'endroit de ces « étrangers » au passé traumatisant.

A premier vue la coexistence entre réfugiés et autochtones au Cameroun semble être pacifique mais en réalité les localités abritant les réfugiés sont des véritables « marmites qui bouillent »[4]. Elles connaissent des réelles tensions culturelles se manifestant dans des endroits qu'on peut appeler les « lieux d'intégration sociale » (marché, l'école, mosquée, église...). Chez les populations autochtones accueillant les réfugiés, la coexistence est porteur des logiques d'exclusion (Saibou, 1994, 31). Le réfugié en quête d'une paix sociale et psychologique est désormais marginalisé « dans un nouvel espace où son insertion sociale est plutôt génératrice de contradictions et conflits et où le phénomène de cohabitation ou de coexistence peut être considérée comme l'expression d'une forme limite des rapports sociaux : la ségrégation » (Motazé Akam, 1996, 56). Cette situation est révélatrice de l'insécurité psychoaffective présente chez les réfugiés. Cette attitude vis-à-vis des « allogènes » laisse conclure d'un ethnocentrisme aigu qui débouche ici sur des conflits, des tensions culturelles plus ou moins ouverts.

La cohabitation essentiellement conflictuelle à l'œuvre ici est la configuration d'une insertion elle-même conflictuelle du réfugié dans l'espace d'accueil où il trouve une mise à l'écart dangereuse pour son équilibre sociale. Ainsi, l'on peut comprendre que les conflits s'observent ici non pas dans les champs économique et politique mais essentiellement dans le champ[5] socioculturel. Le cas des réfugiés tchadiens installés à Pitoa dans la Région du Nord-Cameroun est une parfaite illustration d'une insertion sociale conflictuelle.

1. Les réfugiés tchadiens au Nord- Cameroun : un cas d'insertion sociale conflictuelle.

Le rôle du Cameroun comme acteur de l'asile est indéniable dans l'histoire de multiples conflits qu'a connus l'État tchadien depuis plus d'une décennie. A Pitoa[6] au Nord-Cameroun la colonie de réfugiés tchadiens est importante, soit 39 645 individus (Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés, Rapport 2011). Cet afflux des réfugiés tchadiens au Cameroun est décrit en ces termes :

« Fuyant les conflits et les persécutions, ou poussés par le désespoir, un grand nombre de Tchadiens se retrouvent aujourd'hui au Cameroun... Ils sont fonctionnaires de l'Etat, diplômés sans emploi, étudiants, commerçants, simples paysans... Certains sont réfugiés statutaires ou demandeurs d'asile. D'autres des nomades ordinaires, des migrants économiques ou des aventuriers tout azimuth » (Mbainaye, 2004).

Cependant, dans le camp de réfugiés de Maltam[7] dressé en février 2008 par le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés(HCRUN) pour accueillir plus de 40000 tchadiens fuyant les combats à Ndjamena, les réfugiés sont victimes des discriminations et des stigmatisations de la part des nationaux et des autorités traditionnelles car ils sont perçus comme un poids pour la société d'accueil(IRIN, « Cameroun-Tchad : difficiles conditions de vie pour les réfugiés de Maltam », Irin news, février 2010). Les préjugés tribaux, les divergences socioculturelles, la gestion de l'autorité et les complexes de tout genre sont sources des rapports sociaux conflictuels, voire marginaux entre populations autochtones et réfugiés tchadiens. Les mécanismes d'exclusion et de stigmatisation des réfugiés développés par les autochtones se manifestent au quotidien de plusieurs manières et dans des endroits différents. Au moulin et au forage, les femmes réfugiés doivent faire la queue pour la plus part de temps. A l'école, les réfugiés ou enfants des réfugiés sont souvent mis à l'écart par les autres enfants et même par les enseignants. Le rejet s'exprime de façon manifeste. Les propos d'une réfugiée tchadienne, quoique personnel attestent de ce rejet.

« Les camerounais ne sont pas des gens biens. Tous les jours quand nous allons puiser de l'eau ou quand nous allons au moulin pour écraser nos mils nous sommes toujours les derniers à rentrer parce que nous devons nous aligner à la fin après les autres femmes. Nos enfants ne sortent pas de la maison car ils sont insultés par les autres enfants. Parfois nous payons plus cher que les autres pour amener nos enfants à l'école et à l'hôpital » (une réfugiée tchadienne, Agni, 09/11/2011).

Le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés(UNHCR) et l'Institut de recherche pour le développement(IRD) ont mis à la disposition de certaines femmes réfugiés des moyens financiers pour faire des petites commerces (vente des sachets du sel, de sucre, des morceaux de savons, huile d'arachides). Cependant, force est de constater que les populations autochtones ne veulent pas venir payer les produits de première nécessité vendus par ces femmes réfugiés. Un autochtone déclare : « Moi et ma famille nous ne pouvons pas payer des choses avec femmes là. Ce sont des sorcières » (abouna, 07/11/2011). La situation décrite ci-dessus montre fort à propos combien les autochtones sont « hostiles » aux réfugiés bien que le Cameroun ait une longue tradition d'accueil des réfugiés. Une crise de valeurs humaines et sociales et donc à déplorer. La promotion du vivre ensemble, de l'être ensemble est une urgence dans cette localité du Nord-Cameroun où les réfugiés tchadiens sont victimes d'une mise à l'écart dangereuse suscitant la haine et le mépris. En faisant coexister de multiples groupes sociaux aux religions et mœurs différentes, sur un territoire soumis au contrôle d'autorités traditionnelles musulmanes, l'État

camerounais et les organismes internationaux ont contribué à créer une zone caractérisée par de nombreuses tensions sociales latentes.

Les populations de Maltam, majoritairement musulmanes considèrent les réfugiés tchadiens pour la plupart animistes comme des païens spirituellement dangereux avec qui une cohabitation apporterait malheurs et indignité. Il faut bien souligner le fait que les tensions sont sociales et les sources des conflits sont importantes. Elles touchent des domaines aussi complexes et rigides que les origines tribales, la religion, la nationalité... tous doivent néanmoins se soumettre à l'autorité traditionnelle en place : les Lamidos (musulmans d'origine peuls). Des termes tirant leurs origines dans le dialecte local (fulfulde) sont souvent prononcés à l'endroit de ces réfugiés pour exprimer insultes et mépris. Ainsi, dans cette localité il n'est pas difficile et même surprenant d'entendre enfants ou adultes prononcé le terme « *kado* » [8]. Les mots comme « *habé* » ou païens, « *guedou Allah* » ou esclave sont le lot quotidien de ces individus. Les démarches du réfugié ou ses comportements sont perçus avec ironie et souvent teintés de mépris. Il y a dans l'imaginaire des populations hôtes qu'elles sont les maîtres des réfugiés parce que considérés comme des personnes pauvres. Les populations autochtones s'estiment envahis par les réfugiés « non croyants » dont la charge démographique est lourde pour la localité d'accueil (Grelet, 1986,63). Cette mise à l'écart sociale des réfugiés s'est accompagnée d'un repli identitaire vers les coutumes et les logiques culturelles. « L'insertion » est devenue ainsi un « problème social » dans cette société majoritairement musulmane où elle offre au grand jour ses limites, sa précarité et son échec (Caudel Guyénot, 1998, 102).

Ces quelques aspects de la vie des réfugiés présentés ici nous permettent de comprendre les rapports sociaux conflictuels existant entre les populations autochtones et les « *news comers* » tchadiens dans la zone de Pitoa où ils n'ont pas bénéficiés d'une homogénéité ethnoculturelle. Loin d'être un cas isolé, la marginalisation dont sont victimes les réfugiés tchadiens à Pitoa est comparable à celle vécue par les réfugiés centrafricains au milieu des populations autochtones à l'Est-Cameroun.

1. Les réfugiés centrafricains à l'Est-Cameroun : les stigmatisations au quotidien.

Le Cameroun héberge aujourd'hui environ 37 000 réfugiés de la République centrafricaine voisine (UNHCR, 2011). Ces réfugiés installés à l'Est ont fui les enlèvements et meurtres commis par des groupes d'hommes armés et des bandits autrefois membres des groupes militaires de la République centrafricaine. Des communautés fragiles, les réfugiés, essentiellement membres du groupe ethnique de la région, les Mbororo sont des pasteurs nomades qui, depuis de lustres traversent la frontière entre le Cameroun et la République centrafricaine avec leurs troupeaux. L'arrivée des réfugiés Mbororo est à l'origine d'une situation complexe au sein des structures sociales. Les perturbations et les mutations qu'elle a déclenché sont d'une ampleur inégalée. Installés à Mandjou [9] et à Boudembé [10], les réfugiés Mbororo ne sont pas regroupés dans des camps mais vivent avec les populations camerounaises. La question de l'identité se révèle être un clivage social très sensible dans la zone. Les populations hôtes marginalisent les réfugiés parce qu'elles ne les estiment pas des leurs. Les Mbororo ethnies nomades qui vivaient traditionnellement de l'élevage s'installent maintenant dans des communautés agricoles. La plupart d'entre eux ont perdu l'essentiel de leurs troupeaux. Cette reconversion des éleveurs Mboro dans l'agriculture crée aujourd'hui d'importants conflits sociaux entre autochtones (Baya et Baka) et réfugiés dont le foncier en est le nœud.

« Ces bergers venus de l'autre côté veulent arracher nos terres. Ils sont des éleveurs mais aujourd'hui ont ne comprend pas pourquoi ils veulent aussi cultiver. Je pense que c'est juste pour diminuer nos récoltes et perturber nos moments de chasse. Le « ngomna[11] » doit les trouver des terres ailleurs. Les petites parcelles qu'on a ici ne nous suffisent même pas. Alors comment on peut donner ça à d'autre qui sont d'ailleurs même des arrivants lointains » (un autochtone de l'ethnie Baya, Combo, 20/09/2011)

Le champ foncier est pour ainsi dire l'objet des conflits entre différents groupes d'acteurs en présence sur l'échiquier social. L'arrivée des éleveurs Mbororo reconvertis dans l'agriculture s'est accompagné d'une modification progressive des systèmes des représentations sociales et pratiques autour de la terre qui les met aujourd'hui en conflit avec les populations les autochtones. En effet, chaque groupe d'acteur attribue à la terre des significations spécifiques trouvant son explication dans ses valeurs culturelles et traditionnelles. Le conflit foncier opposant réfugiés centrafricains et populations autochtones au Cameroun embrase tous les autres domaines de la vie notamment l'économique, où les échanges commerciaux sont très fragiles entre les acteurs en conflit. Opposés au départ par leurs activités professionnelles car les ethnies autochtones sont en majorité des agriculteurs et chasseurs, tandis que les réfugiés sont des peuples nomades. Ensuite ils diffèrent par leurs différences de religions : les autochtones sont animistes et les réfugiés sont surtout musulmans.

Pour les autochtones, cette présence étrangère mérite attaques, mépris, insultes. Les localités de Mandjou et de Boudembé sont ainsi traversées par des contradictions sociales, des confrontations culturelles engendrées par l'arrivée des réfugiés centrafricains. Les compétitions pour l'accès à la terre (les problèmes fonciers) créent des fractures sociales qui fragilisent les fréquentations entre autochtones et allochtones à l'Est-Cameroun. Les problèmes de cohabitation sont larvés et résultent du fait que les autochtones voient d'un mauvais œil les réfugiés centrafricains qu'ils considèrent comme des « étrangers » venus accaparer leurs terres, leur patrimoine, leur identité (Mimché, 2007, 71).

Par ailleurs, le rejet social des réfugiés a pris une orientation ethnocidaire se traduisant par l'écrasement des cultures Mbororo par les autochtones. L'ordre ethnocidaire s'explique par une cohabitation dans laquelle les populations autochtones sont dominantes au sens bourdieusien du terme. Le principal enjeu social des peuples autochtones devient désormais ici le contrôle social des réfugiés. Dans un contexte conflictuel comme celui de Mandjou et de Boudembé, le contrôle social garanti la conformité des comportements sociaux à un ensemble des valeurs, normes et règles le plus souvent à l'avantage des groupes ou classes dominantes que constituent les ethnies autochtones en occurrence les Baya et les Baka. Cette cohabitation conflictuelle entre réfugiés et autochtones a attiré l'attention du gouvernement Camerounais et du Haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui ont intervenus pour trouver un terrain d'entente et promouvoir la coexistence pacifique entre ces deux groupes sociaux appelés à vivre ensemble. Mais, aujourd'hui on peut toujours malheureusement constater que ces réfugiés Mbororo venus au Cameroun pour chercher asile sont toujours victimes des stigmatisations qu'ils vivent d'ailleurs au quotidien.

Contrairement aux réfugiés tchadiens installés au Nord-Cameroun et victimes d'une exclusion sociale qui tire son origine dans le fait religieux, les réfugiés centrafricains installés à l'Est du Cameroun vivent une marginalisation provoquée par un conflit foncier ayant embrasé tous les

autres champs sociaux. L'intégration sociale est désormais compromise car le conflit social est désormais affiché. En effet, dans l'acception wébérienne, le conflit social est la manifestation d'antagonisme entre les individus ou les groupes sociaux ayant pour enjeu social fondamental l'accès aux richesses et biens matériels que chacun des groupes veut contrôler. Il a pour principal support les rapports sociaux orientant les rapports de force au sein des groupes opposés (Max Weber, 1971, 69). Cette analyse wébérienne permet de cerner parfaitement les différentes facettes des conflits sociaux opposants réfugiés et populations autochtones à l'Est-Cameroun. Le vivre ensemble qu'on observe ici est ainsi essentiellement conflictuel. Alors, comment construire une société multiculturelle harmonieuse ? Comment combattre l'exclusion là où prédomine désormais la rupture ? Comment faire coexister pacifiquement des populations aux religions, mœurs et nationalités différentes dans une même société ? Comment anticiper les conséquences sociales et politiques de l'installation des réfugiés dans une localité ? Telles sont les questions qui doivent aujourd'hui mobiliser tous les acteurs concernés par la problématique d'intégration sociale des réfugiés au Cameroun et en Afrique.

1. Pour une intégration sociale réussie des réfugiés au Cameroun et en Afrique

L'Afrique est un espace d'éjection et d'accueil des réfugiés. L'arrivée et l'installation des réfugiés dans un pays comme le Cameroun s'accompagnent toujours d'une crise d'insertion sociale dont les conséquences sur l'équilibre social sont importantes. L'Etat d'accueil et les Organismes internationaux(OI) multiplient certes les actions d'assistance à ces victimes de la guerre en quête d'un refuge mais malheureusement ces actions n'accordent pas souvent une grande place au suivi social et psychologique des réfugiés en se contentant de leur sécurité alimentaire et physique. Pourtant l'arrivée de ces réfugiés produit de nombreux heurts parfois très profonds entre ces derniers et les populations qui les accueillent. Créer davantage des relations de solidarité et de proximité entre réfugiés et autochtones reste le défi à relever par les acteurs concernés par la question des réfugiés. Les gouvernements et les organismes internationaux doivent comprendre que tout comme « on ne change pas une société par décret », on n'intègre pas socialement les réfugiés par décision (Crozier, 1982). Il est donc plus que jamais urgent de repenser la politique d'intégration sociale des réfugiés au Cameroun.

1. Repenser la politique d'intégration sociale des réfugiés au Cameroun: une nécessité impérieuse

Il est aujourd'hui urgent d'intégrer dans les politiques d'assistance aux réfugiés une place importante pour la médiation interculturelle. Le respect des droits de peuples autochtones et ceux des réfugiés doit être observé par les politiques d'intégration mise en place. L'homogénéité socioculturelle entre réfugiés et hôtes doit être encouragée. Pour un meilleur dialogue culturel, les politiques d'intégration doivent prendre en compte les coutumes, religions, traditions et valeurs sociales propres aux peuples appelés à vivre ensemble et à s'accepter mutuellement. Une attention particulière doit être accordée aux écoles, marchés, moulins et forages considérés comme des « lieux d'intégration » interethnique en milieu rural car ils jouent un rôle essentiel dans le rapprochement des communautés. Le marché par exemple n'est pas seulement un lieu d'échanges économiques en Afrique, il est aussi un espace de convivialité, de vivre ensemble où on noue des relations interpersonnelles et intercommunautaires. Ces espaces de rencontre doivent être reconsidérés et multipliés pour une intégration réussie des réfugiés.

L'intégration entre réfugiés et populations autochtones doit donner naissance à une cohésion sociale, une vie solidaire s'observant dans les relations amicales, de sympathie, des groupements villageois au niveau de toutes les instances sociales. Aussi pour une coexistence réussie, un long apprentissage est nécessaire. La différence culturelle et nationale si elle veut être dépassée nécessite une pédagogie de la ressemblance. Ressemblance dans ce que tous les individus ont de commun : le désir de vivre en paix avec l'autre. C'est –à-dire l'humanité. C'est ce que pense Jean-Marc Ela quand il affirme que « (...) non seulement l'ethnie n'est pas une prison, mais elle n'est pas essentielle à la prise de conscience de soi. Autrement dit, avant d'être né d'un groupe donné, on est d'abord un être humain, et ce fond d'humanité est le lieu de tout rencontre possible » (Ela, 1967,67).

Les politiques d'intégration doivent forger dans les localités d'accueil des réfugiés de formes de sociabilité perceptibles au niveau des échanges d'idées à travers des conversations, des aides, des cotisations de toute nature qui sont autant des paramètres pouvant transcender les caractères des différences entre des peuples différents. Les réfugiés doivent dès le départ « être insérés dans le tissu social » notamment par la sensibilisation des populations autochtones sur les valeurs sociales (Nga, 2010, 21).

1. Promouvoir les valeurs sociales : hospitalité, solidarité, convivialité[\[12\]](#)

L'insertion sociale des réfugiés au sein de populations autochtones au Cameroun et en Afrique de manière générale passe nécessairement par la vulgarisation d'une réelle culture du vivre ensemble et d'un véritable esprit de convivialité. Les populations autochtones doivent au préalable être éduquées sur la nécessité d'offrir l'hospitalité à l'altérité. Dans les localités abritant les réfugiés, le convivial doit se percevoir à travers un esprit d'altruisme, d'ouverture et d'amour envers ces victimes des guerres en quête d'une terre d'accueil. C'est cet engouement enthousiaste à l'altérité qui fonde « les bases d'une société convivial, qui ne stresse pas, qui ne fruste pas, qui ne marginalise pas et n'exclut pas » (Motazé, 2009, 78). La cohésion sociale, la reliance, l'altruisme, la tolérance, l'ouverture aux autres, le respect de la différence sont des valeurs sociales fondamentales qui doivent être enseignées aux différents groupes sociaux appelés à cohabiter notamment les réfugiés et les populations autochtones.

La sodalité, la sociabilité et la socialité[\[13\]](#) constituent les trois conditions qui modélisent le social entendu comme proximité conviviale, vivre ensemble. Dans ce sens, ces trois phénomènes doivent être les socles sur lesquels doit reposer une société multiculturelle soucieuse d'offrir à ses membres une richesse humaine faisant obstacle à toute discrimination, toute exclusion et toute marginalisation. Toutes les sociétés devant accueillir des « étrangers » notamment les réfugiés doivent profondément tabler sur ces trois valeurs humaines pour aspirer à la construction éclairer des stratégies sociales pouvant diluer les conséquences politiques et sociales des déplacements humains. Les rapports sociaux que doivent entretenir les réfugiés avec les populations autochtones doivent mettre en relief des formes de sociabilité évacuant tout rejet social. Les populations autochtones doivent donc dépasser les différences érigées par la société. Celles-ci doivent être comprises comme l'expression d'une subdivision sociétale. Et ce n'est qu'à ce moment que l'individu pourra se dépasser et aller vers autrui, qui n'est pas en réalité si différent de lui. En se fondant sur les valeurs que nous apprend chaque jour la société l'on peut arriver accepter l'autre malgré ses différences religieuses ou culturelles. C'est en effectuant cette prise de conscience sociale que des individus peuvent bâtir une société multiethnique, une société

conviviale où les contradictions et les antagonismes liés aux différences ne peuvent affectés la qualité des rapports sociaux.

Conclusion

Au regard de l'analyse que nous avons effectué sur la crise d'intégration sociale des réfugiés au Cameroun, nous pouvons sans doute comprendre que les conflits culturels entre des groupes sociaux entraînent inéluctablement une crise sociale de taille pouvant déboucher sur des violences physiques voir se transformer en un génocide. L'exemple des relations entre réfugiés et populations autochtones au Cameroun est une brillante illustration d'une intégration sociale ayant échouée. Poussés par l'insécurité dans les lieux de départ, les réfugiés peuvent progressivement vivre l'exclusion sur les terres d'accueil surtout lorsqu'ils y éprouvent une certaine distance socioculturelle comme on l'observe au Cameroun. Un accompagnement social et psychologique de ces victimes de la guerre dans leurs espaces d'accueils constitue donc le gage de réussite de leur intégration sociale.

Aucune politique d'assistance sociale, aucune stratégie d'intégration sociale ne pourra réussir à insérer les réfugiés dans leurs sociétés d'accueil si elle se contente d'un soutien alimentaire et sécuritaire aux réfugiés en négligeant les traditions et cultures des peuples hôtes. Sous un angle fondamentalement sociologique nous avons cerné les contours d'une crise de cohabitation harmonieuse entre des groupes humains aux cultures, traditions et nationalités différentes. Nous avons à partir des considérations sociales et culturelles apporter notre modeste contribution à la production des conditions de convivialité et de vivre ensemble dans des sociétés où des individus au passé difficile sont marginalisés et labélisés.

Références bibliographiques

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, 1992, *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 268p

Crozier Michel, 1982, *On ne change pas la société par décret*, Paris, Pluriel, (2è édition), 310p

Ela Jean-Marc, 1967, *La plume et la pioche*, CLE, Yaoundé

Farrugia Francis, 1999, *La crise du lien social. Essai de sociologie critique*, Paris, L'Harmattan, 223p

Grelet C, 1986 « Quelques réflexions sur les aspects démographiques et économiques des problèmes des réfugiés en Afrique », in *Les réfugiés en Afrique. Situation et problèmes actuels, Les cahiers du droit public*, n° 14, Bordeaux, Institut français des droits de l'Homme, pp : 51-65

Guyénot Claudel, 1998, *L'insertion. Un problème social*, Paris L'Harmattan, 253p

Illich I, 1973, *La convivialité*, Paris, Seuil, 158p

Maffesoli Michel, (2000, *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, La table Ronde, 328p

Mbainaye Boulu, 2004 « Les réfugiés tchadiens du Cameroun : 1^{ère} partie », in *Ialtchad Presse*.

Mimché Hamidou, (2007), « Quand les immigrés se font autochtones. Immigration et dynamique d'appropriation de l'espace des réfugiés tchadiens au Nord-Cameroun », in *MINERESI-infos*, Yaoundé, Cameroun

Motazé Akam, 1996, « Pluriculturalisme et coexistence en milieu défavorisé », *Cameroun. Pluriculturalisme culturel et convivialité*, Paris, Editions Nouvelles du Sud, 211p, pp : 57-75

Motazé Akam, 2009, *Le social et le développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 263p

Nga Eloundou, 2010, « La vie des réfugiés au Cameroun », in *Respect press*, numéro 3

Saibou Issa, 1994, L'impact de la crise tchadienne sur le Nord-Cameroun : 1979-1982, mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé I.

Saibou Issa, 1997, « L'impact socio-économique du séjour des réfugiés tchadiens à Kousseri (1979-1982) », in *Ngaoundéré-Anthropos*, Revue de sciences sociales, Vol.2, pp127-137

UNHCR, Afrique centrale et occidentale, Rapport global 2010

UNHCR, Rapport d'opération par pays. Cameroun. Année 2011

Vasquez, 1983, « L'exil. Une analyse psychosociologique » in *l'information psychiatrique*. Vol. 59, p76

Weber Max, 1971, *Economie et société*, Paris, Plon.

Zognong Dou, 2001, « Le Cameroun, une destination privilégiée pour les réfugiés », in *Governance Alert*, numéro 6, décembre-février 2001 <http://www.hri.ca>.

[1][1] Rapport de la représentation du Haut commissariat des nations unies pour les réfugiés(HCRUN) au Cameroun(2011)

[2] Notre entretien avec un responsable de l'UNHCR-Cameroun.

[3] A propos de l'expression effets pervers lire utilement Raymond Boudon, *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977

[4] Terme utilisé par J.M Ela dans *L'Afrique des villages* pour désigner les villages africains

[5] S'agissant de la notion de champ, se reporter à Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant (éd) : *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 268p

[6] Localité du Nord-Cameroun où sont installés les réfugiés tchadiens

[7] Un quartier de la localité de Pitoa

[8] Terme fulfulde désignant un mécréant.

[9] Petite localité de la Région de l'Est-Cameroun

[10] Petite localité de la région de l'Est-Cameroun

[11] Nom désignant l'Etat dans un jargon local au Cameroun

[12] Ce terme est abondamment développé par Illich dans *La convivialité*, Paris, Seuil, 158p

[13] La sodalité est la capacité humaine à fonder des groupes sociaux ; la sociabilité, la capacité humaine à former des réseaux sociaux ; la socialité, la capacité humaine à maintenir la cohérence des groupes ou des réseaux sociaux. Pour de plus amples informations, lire utilement Jean Baechler : « Groupes et sociabilité » ; Raymond Boudon (éd) : *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992 ; concernant la socialité, Michel Maffesoli : *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, la table Ronde, 3^e édition, 2000.